

Le contrôle étranger dans l'économie canadienne, 2016

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 1^{er} août 2018

En 2016, la valeur de l'actif détenu par des entreprises sous contrôle canadien (+6,1 %) et celle des entreprises sous contrôle étranger (+1,3 %) ont toutes deux augmenté. La part de l'actif sous contrôle étranger a connu une légère baisse pour passer de 16,9 % en 2015 à 16,2 % en 2016. Il s'agissait de la neuvième année consécutive au cours de laquelle la part de l'actif sous contrôle étranger a diminué.

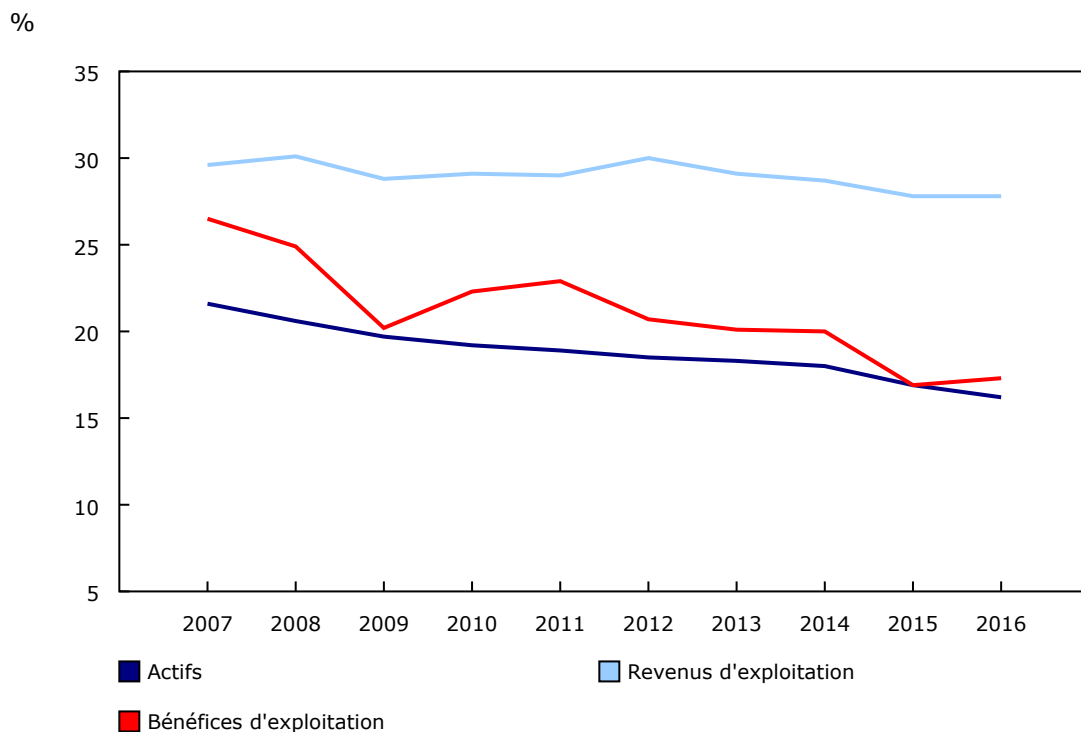
La croissance des revenus sous contrôle étranger (+1,8 %) et la croissance des revenus sous contrôle canadien (+1,5 %) ont toutes deux augmenté en 2016. Comparativement à l'année précédente, la part des revenus sous contrôle étranger a été inchangée et s'est établie à 27,8 % en 2016. Les bénéfices d'exploitation sous contrôle canadien ont augmenté de 5,2 % en 2016 et ceux sous contrôle étranger ont augmenté de 8,2 %. La part des bénéfices sous contrôle étranger en 2016 a connu une hausse pour s'établir à 17,3 %.

Les entreprises des États-Unis, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la France, de l'Allemagne et du Japon détenaient 79,1 % de l'actif sous contrôle étranger au Canada en 2016. Les entreprises sous contrôle américain ont continué à détenir, dans l'ensemble, les parts les plus importantes, ces dernières représentant 52,0 % de tous les actifs sous contrôle étranger, 55,4 % des revenus et 60,9 % des bénéfices.

Nouvelles constatations sur le contrôle des sociétés canadiennes et son évolution au cours des 10 dernières années

Graphique 1

Part sous contrôle étranger des actifs, des revenus d'exploitation et des bénéfices d'exploitation au Canada, de 2007 à 2016



Source(s) : Tableau 33-10-0033-01.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

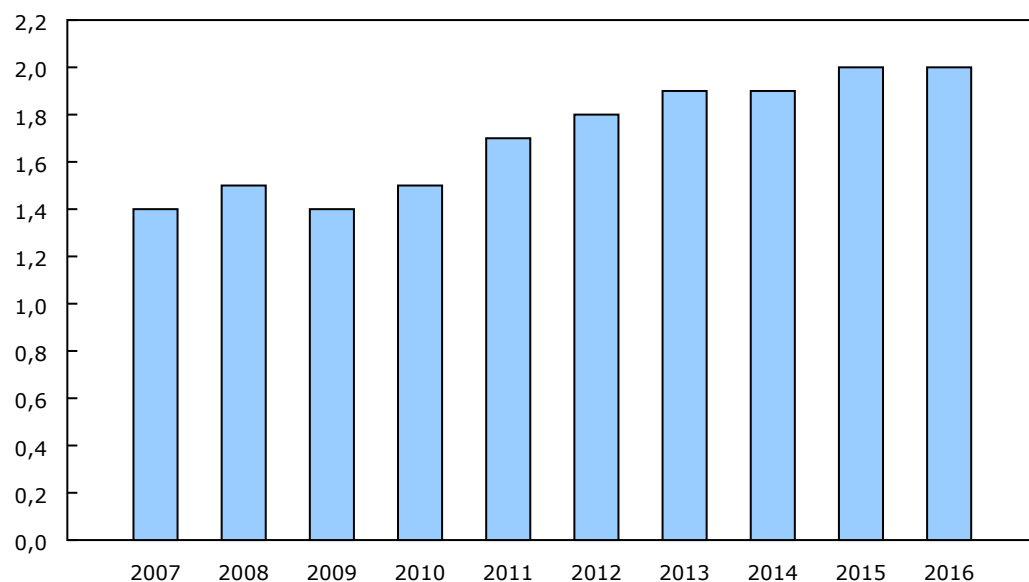
Canada

Cette diffusion comprend des aperçus sur l'étendue du contrôle étranger dans l'économie canadienne de 2007 à 2016, tirés du nouveau rapport « [Loi sur les déclarations des personnes morales : nouvelles constatations sur le contrôle des sociétés canadiennes et son évolution au cours des 10 dernières années](#) », diffusé aujourd'hui. Ce rapport illustre les changements dans le contrôle étranger par macro-région, soit les Amériques, l'Europe, l'Afrique, l'Asie, l'Océanie et l'Antarctique et les îles adjacentes, et fournit de nouvelles informations sur des pays tels que le Mexique, la Suisse et la Chine, pour les groupements d'industries financières et non financières.

De 2007 à 2016, le contrôle étranger dans l'économie canadienne a augmenté, tel que mesuré par l'augmentation nominale des actifs sous contrôle étranger qui a atteint près de deux milliards de dollars en 2016. Cependant, la part du contrôle étranger dans les sociétés canadiennes a diminué au cours des 10 dernières années, ce qui indique que la croissance des actifs sous contrôle étranger a été dépassée par la croissance des actifs sous contrôle canadien.

Graphique 2 Valeur totale des actifs sous contrôle étranger au Canada, de 2007 à 2016

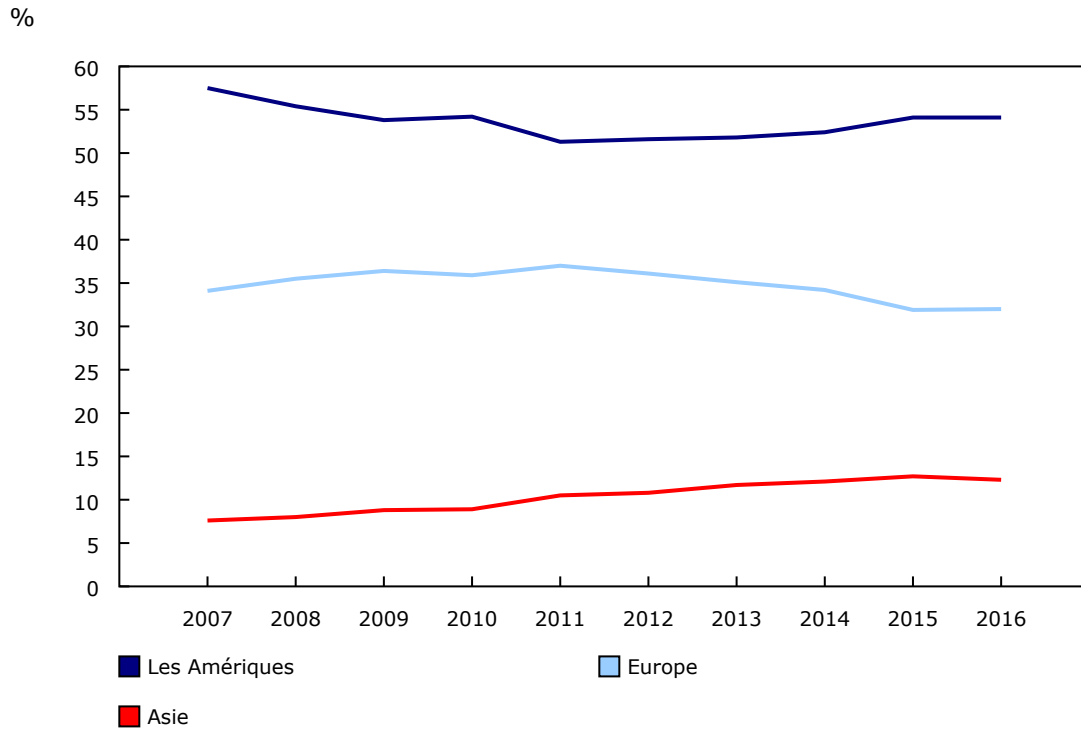
Milliards de dollars



Source(s) : Tableau [33-10-0033-01](#).

La principale conclusion de ce rapport est l'évolution des tendances du contrôle étranger. Alors que la part des actifs sous contrôle étranger dans les macro-régions des Amériques et de l'Europe a diminué de 2007 à 2016, l'Asie a vu sa part relative augmenter. Ce rapport souligne également la prévalence du contrôle étranger dans les industries non financières.

Graphique 3
Part sous contrôle étranger des actifs par macro-régions, de 2007 à 2016



Source(s) : Tableau [33-10-0084-01](#).

Note aux lecteurs

Sous l'autorité du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Statistique Canada applique la Loi sur les déclarations des personnes morales, qui requiert la collecte d'information sur la situation financière et la propriété des sociétés exerçant des activités au Canada. Cette information sert à évaluer l'étendue du contrôle de l'économie des sociétés canadiennes par des non-résidents.

En vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales, un rapport résumant l'étendue du contrôle étranger dans l'économie canadienne doit être présenté chaque année au Parlement.

Les renseignements financiers sur le contrôle étranger dans l'économie canadienne sont dérivés de données administratives provenant de l'Agence du revenu du Canada. Ces renseignements sont fondés sur les états financiers produits par les sociétés avec leur déclaration annuelle de revenu d'entreprise. Pour cette raison, il y a un délai de deux ans quant à la période de référence.

Les présentes statistiques sont compilées à partir de données sur les entreprises. Une entreprise peut être une société unique ou un regroupement de sociétés sous une même propriété ou un même contrôle, et pour lequel des états financiers consolidés sont produits.

Trois composantes sont utilisées pour mesurer le contrôle étranger : l'actif, les revenus d'exploitation et les bénéfices d'exploitation.

Les **mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif** donnent une perspective à plus long terme. L'actif est un élément de stock qui reflète les décisions économiques et les conditions du marché dont l'évolution est généralement plus lente.

Les **mesures fondées sur les revenus**, par ailleurs, correspondent à un élément de flux et sont étroitement liées au cycle commercial. Les revenus ont tendance à refléter la situation actuelle des entreprises et, de ce fait, les mesures fondées sur les revenus sont plus instables que les mesures fondées sur l'actif.

Les **bénéfices** constituent une mesure de la santé financière et du bien-être d'une économie et peuvent être utilisés pour évaluer le rendement et la durabilité de cette dernière.

Tableaux disponibles : [33-10-0005-01](#), [33-10-0033-01](#) et [33-10-0084-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2503](#).

Les rapports *Loi sur les déclarations des personnes morales, 2016* et *Loi sur les déclarations des personnes morales : nouvelles constatations sur le contrôle des sociétés canadiennes et son évolution au cours des 10 dernières années* ([61-220-X](#)) sont tous deux maintenant accessibles.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).